

La **déstabilisation** en Afrique de l'Ouest

Le premier semestre de l'année 2012 a été marqué, en Afrique de l'Ouest, par une grande déstabilisation : des tensions au Sénégal, un coup d'Etat en Guinée-Bissau, une stabilisation précaire en Côte d'Ivoire, et, surtout, la crise malienne et la violence de Boko Haram au Nigeria*.

Philippe HUGON, Paris-Ouest-Nanterre, Institut de relations internationales et stratégiques (Iris)

Au Sénégal, le feu a été mis aux poudres par la validation, en janvier, de la candidature d'Abdoulaye Wade à l'élection présidentielle de 2012, par le Conseil constitutionnel. Les manifestations du « M23 » (mouvement ainsi nommé en référence aux manifestations du 23 juin 2011), regroupant société civile et partis d'opposition, ont fait, jusqu'à la victoire de Macky Sall, plus de dix morts. Le M23 a exprimé, comme les printemps arabes, des revendications contre des pouvoirs gérontocratiques, exprimant la volonté des jeunes de trouver une place dans la société. La situation politique s'est, depuis, stabilisée. Mais les attentes demeurent grandes, comme ailleurs en Afrique de l'Ouest.

Pareillement, la situation de la Côte d'Ivoire s'est relativement stabilisée. La communauté internationale apporte un appui important mais le désarmement n'a pas été organisé. La réconciliation est en panne, tandis que les Forces républicaines et les « Com'zones » (commandants de zone) font la loi partout. Les élections législatives du 11 décembre 2011 se sont déroulées dans un calme relatif, un an après les présidentielles. Le RDR⁽¹⁾ et le PDCI⁽²⁾ étaient les seuls grands

* Sources de cet article :
Philippe Hugon, *Géopolitique de l'Afrique*, Sedes, 3^e éd., 2012.

(1) Rassemblement des républicains de Côte d'Ivoire.

(2) Parti démocratique de Côte d'Ivoire.

(3) Front populaire ivoirien.

(4) Forces républicaines de Côte d'Ivoire.

(5) Fédération étudiante de la Côte d'Ivoire.

(6) Mouvement national de libération de l'Azawad (zone revendiquée par les dirigeants touaregs comme une patrie indépendante).

(7) Al-Qaïda au Maghreb islamique.

(8) Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest.

partis en lice, le FPI⁽³⁾ ayant boycotté les élections. Le 13 mars dernier, Guillaume Soro, Premier ministre (de Gbagbo puis de Ouattara) été élu président de l'Assemblée nationale.

La Côte d'Ivoire connaît des avancées économiques. Mais les problèmes sont nombreux, un système judiciaire politisé et partisan, avec l'impunité des FRCI⁽⁴⁾ dans les crimes commis par exemple en mars 2011, et une université au cœur de la crise politique des quinze dernières années en raison du rôle important de la Fesci⁽⁵⁾, et aujourd'hui fermée jusqu'à nouvel ordre.

Les risques les plus graves concernent l'arc sahélo-saharien. On peut parler de risques de « Somalisation » ou d' « Afghanistanisation ». Il n'y a pas de réelles connexions entre les différents mouvements extrémistes ou terroristes islamistes, les Shebabs en Somalie, la secte « Boko Haram » au Nigeria, les mouvements touaregs, notamment du MNLA⁽⁶⁾, les groupes « Ansar Dine » au Sahel et « Aqmi »⁽⁷⁾, même si des liens personnels ont été noués entre responsables, et s'il peut exister une convergence d'intérêts, notamment au niveau du contrôle des trafics ou des armements. Il y a toutefois une montée de l'insécurité et de la violence dans ces

zones islamisées. On y trouve les mêmes ingrédients : transition démographique tout juste ébauchée, absence de perspectives pour les jeunes, défaillance de l'Etat dans ses fonctions régaliennes, faiblesse des projets de développement, fragilité des écosystèmes ou forte insécurité alimentaire. L'onde de choc de la chute de Kadhafi sur les pays sahéliens a conduit au trafic d'armes, au retour des immigrés et des mercenaires, et à des milliers de réfugiés.

Les mouvements touaregs au Nord-Mali

Début 2012, les forces militaires maliennes ont été battues au nord à Manaka, Tessalit et Kidal, amenant la base de l'armée malienne à manifester son mécontentement, jusqu'au putsch du 22 mars dernier. Ces militaires, peu gradés, ont démis le Président Amadou Toumani Touré, et reporté *sine die* les élections présidentielles prévues les 29 avril et 13 mai. Ce putsch est parti d'une mutinerie contre la hiérarchie, considérée comme corrompue, inefficace et liée au renouveau des mouvements touaregs. Après médiation de la Cedeao⁽⁸⁾, les putschistes ont remis le pouvoir aux civils, et le président de l'Assemblée nationale Dioncounda Traoré a été

désigné chef d'Etat par intérim. Les forces militaires maliennes ont ensuite vu tomber Niafouri, Gao et Tombouctou début avril, et le drapeau de l'Azawad a flotté sur la Mecque du Sahara, passée sous contrôle d'Ansar Dine, lié à Aqmi. L'indépendance de l'Azawad a été autoproclamée en avril, dans une région peuplée de Touaregs mais également de Peuls, de Maures, de Songhaï (un million et demi de Touaregs se déploient sur un territoire ayant vingt fois la superficie de la France, et intègrent une partie des territoires de l'Algérie, du Burkina Faso, du Mali, du Niger et de la Mauritanie).

La reprise des mouvements touaregs au Mali en janvier dernier a résulté de la conjonction de plusieurs facteurs⁽⁹⁾. Le principal d'entre eux est le retour des mercenaires recrutés par Kadhafi, et secondairement de combattants du CNT⁽¹⁰⁾, disposant d'un important arsenal d'armes, notamment d'armes lourdes. Le second facteur tient au développement d'une économie mafieuse de trafics, dans un territoire non contrôlé par l'Etat. Certains responsables politiques et militaires maliens ont été accusés d'y participer.

Quand les sectes islamistes recrutent...

A ces facteurs, s'ajoutent des connexions possibles pour des intérêts communs en termes de trafic ou d'approvisionnement en armes avec Aqmi, et de recrutement de Touaregs en son sein, même si a priori il n'y a pas de lien entre les salafistes djihadistes et les mouvements autonomistes de Touaregs berbères laïcs, rattachés à l'école malékite ouverte au soufisme des confréries Tidjanyia ou Kandinya.

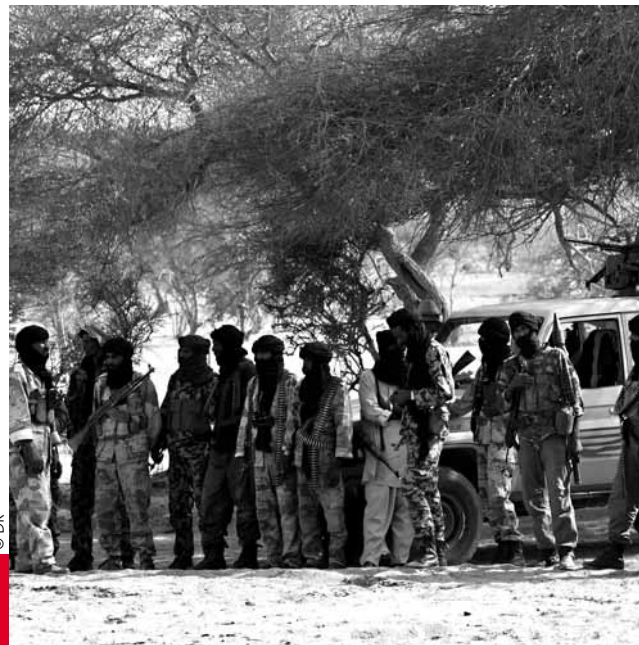
Le MNLA compte près de trois mille hommes. Créé à l'automne 2011, il regroupe plusieurs mouvances et a mené des combats importants conduisant à l'émigration de cinquante mille Maliens au Niger en février⁽¹¹⁾. Les nouvelles

« Les sectes
fondamentalistes
sont des
opportunités
d'emplois,
de revenus
et d'engagement
pour des jeunes
laissés-pour-
compte.
Le Sahara
est devenu
une zone de trafic
de cocaïne,
de voitures,
d'armes, d'otages. »

(9) Au Mali, les rébellions touaregs avaient été fortes dans les années 1990 et au début des années 2000. Il y avait eu résurgence entre 2006 et 2009 et signature d'un accord de paix. La revendication était alors celle d'une meilleure intégration nationale, notamment dans l'administration et l'armée.

(10) Conseil national de transition.

(11) On retrouve des conflits de castes, les Imghads constituant l'essentiel des Touaregs de l'armée malienne, alors que les Ifaghgas, les Idmanes et les Chamamanes forment le gros des troupes du MNLA.



© DK

revendications ont été celles d'autodétermination. Le mouvement islamiste d'Ansar Dine, dirigé par Iyad Ag Ghaly, ancien diplomate malien, réclame la *charia*; il a aussi noué des alliances avec les groupes terroristes pour le paiement de rançons.

Les drames humanitaires sont bien évidemment importants. Les réfugiés (cent soixante-douze mille) et les déplacés ont afflué en mars. La production est désorganisée, les risques de famine sont accrus, et les humanitaires sont impuissants. Les négociations entre les combattants, avec l'intermédiaire de puissances étrangères comme la France, se sont faites sur les bases de l'unité, de l'intégrité territoriale du Mali et du cessez-le-feu. Le mouvement de l'Azawad est minoritaire dans sa demande d'indépendance, si on le compare aux autres mouvements touaregs, ou aux attentes des populations non touaregs du Nord-Mali. Aqmi a pris de l'importance, avec la chute de Kadhafi, en termes de recrutements et d'armement. Les mouvances sont plurielles, certaines se situant dans le djihadisme radical; d'autres sont davantage insérées dans l'économie mafieuse.

Ces sectes fondamentalistes sont des opportunités d'emplois, de

revenus et d'engagement pour des jeunes laissés-pour-compte. Le Sahara est devenu une zone de trafic de cocaïne (cinq mille dollars le kilo), de voitures, d'armes, d'otages. La katiba de Abdelhamid Abou Zeid détenait en 2012 les quatre otages français enlevés au Niger en octobre 2010. Et elle évolue entre le sud de l'Algérie et le nord du Mali avec facilité. Des liens ont été noués également avec Boko Haram au Nigeria... Le devenir du Mali dépendra ainsi des négociations entre le pouvoir politique légitime du Mali et les mouvements touaregs, et de leur distance vis-à-vis des mouvances islamistes.

Le Nigeria, plongé dans la violence

Au Nigeria, la violence a pris de l'ampleur. Le 25 décembre 2011, cinq attentats ont eu lieu contre les chrétiens et les églises, revendiqués par la secte Boko Haram au Nigeria. En janvier 2012, le climat est le suivant: une grande violence avec des mouvements religieux (dont Boko Haram), des contestations sociales (grèves générales consécutives à la hausse du prix de l'essence) et politiques (contestation du pouvoir du Président Goodluck Jonathan et liens possibles entre



Déploiement de l'armée malienne dans l'Azawad (zone revendiquée par les dirigeants touaregs comme une patrie indépendante).

responsables politiques et Boko Haram).

Ce mouvement anti-occidental Boko Haram, né après le 11 septembre 2001, localisé dans l'Etat de Borno, développe le djihadisme. Il s'est scindé en plusieurs branches, dont l'une est proche des Chebabs de Somalie et d'Aq-mi. Par sa radicalisation et ses actions violentes, il favorise un clivage religieux avec engrenage de la violence, des représailles et de la répression. Boko Haram a étendu ses actions, notamment au Tchad, au Cameroun et au Mali. Le projet de la Ligue islamique mondiale est d'organiser la *da'wa* au niveau mondial, notamment à l'aide d'ONG islamiques : actions humanitaires, éducatives (cinquante mille *medersas* - écoles islamiques - au Niger), sanitaires. Les différentes influences sont les Frères musulmans, la révolution iranienne et surtout le wahhabisme saoudien. L'Arabie saoudite est très présente pour financer les groupes islamiques d'inspiration wahhabite, qui s'opposent aux confréries soufies.

Les conflits du Nigeria peuvent être décryptés selon deux principales lignes de force. La première est liée aux hydrocarbures. Richelement doté, le pays offre en

outre des conditions d'extraction aisées et des possibilités de transport grâce à l'accès à la mer. Ces atouts en font une des zones d'extraction les plus convoitées en Afrique. Les tensions sont avivées par une concentration géographique de ces richesses, à 90 % dans le delta du Niger. Ce secteur est stratégique : la rente pétrolière représente entre 35 et 40 % du PIB, 80 % des recettes fiscales et 97 % des exportations du pays⁽¹²⁾. Le pétrole est donc au cœur des tensions politiques. Concentré au Sud-Est, il conduit à de fortes différenciations entre les Etats. Dans le delta du Niger (neuf Etats regroupant trente millions d'habitants), certains mouvements se sont développés, comme le Mend⁽¹³⁾ et certaines factions dissidentes.

La rente pétrolière au cœur des influences

La filière des hydrocarbures et le prix de l'essence sont aussi au cœur des conflits sociaux. La rente pétrolière est source d'une grande corruption et d'une forte évaporation des capitaux. La redistribution de la rente entre les Etats et les populations passait notamment par la subvention permettant aux deux tiers des Nigériens (revenu, par jour, infé-

rieur à deux dollars) d'accéder à un bien de première nécessité. La seconde ligne de fracture concerne le clivage Nord-Sud en termes historique, social et religieux. Les tensions entre communautés chrétienne et musulmanes illustrent ces clivages qui sont liés à des différences de droits et à des inégalités quant au partage de la rente pétrolière. Ainsi, dans la capitale de l'Etat des plateaux, à Jos, les conflits opposent les Fulani musulmans et les Berom chrétiens disposant de droits différents. Les mouvances islamiques du Nord sont plurielles (soufisme des confréries traditionnelles, mouvements salafistes, maadhistes, et chiïtes). Douze Etats (sur trente-six) ont instauré la *charia*. Dans un pays où le partage de la rente pétrolière est inégal, les inégalités et les privations de droits sont les principaux facteurs explicatifs de l'influence des réseaux musulmans. Certains responsables politiques ont intérêt à attiser les braises de la violence en instrumentalisant les oppositions religieuses, et certains voudraient étendre la *charia* dans l'Etat du plateau.

Les puissances extérieures sont évidemment des acteurs qui pèsent. Le Nigeria fournit aux Etats-Unis plus de 40 % de leurs importations de pétrole brut. La Chine est de plus en plus présente et l'Inde essaie de faire prévaloir ses intérêts dans la zone. Les puissances pétrolières arabes et l'Iran appuient les Etats musulmans du Nord, ou les mouvements qui s'y déploient. Les puissances occidentales et émergentes ont intérêt à sécuriser la zone du Nord, menacée par des réseaux radicaux, et les zones de production et de transport pétrolier au Sud.

L'Afrique de l'Ouest présente, ainsi, en 2012, de nombreux risques d'instabilité. Les solutions ne peuvent être seulement nationales. Elles impliquent en priorité la Cedeao. ●

Les tensions entre communautés chrétienne et musulmanes illustrent ces clivages qui sont liés à des différences de droits, et à des inégalités quant au partage de la rente pétrolière.

(12) En 2011, le niveau a atteint 2,5 millions de barils par jour, à 75 dollars le baril. Le Nigeria est le huitième exportateur mondial de pétrole ; 6 multinationales contrôlent 95 % de la production, et plus de 40 % de la production est exportée vers les Etats-Unis, soit 10 % de leurs importations. Le Nigeria a également noué des liens importants avec le russe Gazprom, pour le gaz.

(13) Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger.